

**Entretien par Alexandre Escudier et Chloé Gaboriaux avec Jacques Guilhaumou.**

**La langue comme institution sociale : pour une grammaire discursive des concepts.**

Chloé Gaboriaux et Arnault Skornicki (édité par). *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Espaces politiques, Presses Universitaires du Septentrion, 2017, pp.219-236.

Version de l'auteur

**Résumé :** Cet entretien avec Jacques Guilhaumou porte sur son trajet d'historien du discours en tant que chercheur au CNRS durant les années 1967-2017. Historien linguiste, ses interlocuteurs insistent, dans leurs questions, sur sa relation à la sémantique et à la pragmatique au sein de son trajet plus général à l'intérieur de la linguistique. Il en ressort un parcours interdisciplinaire ouvert à la linguistique, l'histoire, la critique littéraire, la philosophie, la science politique et la sociologie.

**1/ Lorsqu'elle fait la part du discours, l'histoire des idées retient généralement deux de ses composantes : sémantique et pragmatique. En tant qu'historien linguiste, comment vous situez-vous par rapport à ce choix ?**

Je vous remercie tout d'abord de m'accorder cet entretien, dans le cadre du débat ouvert par ce colloque autour de l'histoire sociale des idées politiques. En tant que chercheur, je n'ai pas principalement vocation à désigner la méthode que chacun peut ou doit suivre selon les interrogations mises en place durant ce colloque. Je me contente de « faire voir » la manière dont j'ai tâché de conduire ma propre méthode, « l'analyse du discours du côté de l'histoire », certes en lien avec vos questions relatives au rapport entre histoire sociale et histoire des idées.

C'est en tant qu'historien du discours et des concepts que j'ai développé, au cours de mes recherches récentes d'ordre généalogique, une relation avec la pragmatique et la sémantique qui s'avère être d'ordre plus historique et langagière que linguistique au sens strict. En effet, l'histoire des concepts accorde un statut méthodologique à la sémantique et la pragmatique, statut désigné par l'expression de sémantique historique proposée par Reinhart Koselleck. L'exemple classique concerne la configuration du terme « société » à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, moment particulièrement propice aux innovations

sémantiques et pragmatiques d'un nouvel usage à l'autre du terme, au sein d'un vaste paradigme conceptuel construit autour des termes de « sociabilité », « socialité », « art social », et aussi de « socialisme » et de « sociologie ». Nous pouvons ainsi délimiter des expériences et des attentes spécifiques, ainsi que nous l'avons montré dans un ouvrage collectif sur *L'invention de la société*, dirigé conjointement avec la sociologue Laurence Kaufmann.

Cependant l'apport linguistique de mes travaux sur les langages de la Révolution française, mis en place dès les années 1970, relève plus d'une approche lexicale et/ou grammaticale. La sémantique générale renvoie au terme de signification, recouvrant ainsi toute forme de fonctionnement du langage, et introduit par là même un fort degré de généralisation linguistique. Or, de mon point de vue, il ne s'agit pas de dire qu'on accorde du sens à telle chose, en posant en esprit une signification préalable, mais de dire le sens qu'on accorde à tel objet dans le langage que je parle au moment où j'agis. Quant au paradigme pragmatico-énonciatif dominant en analyse de discours, il particularise des fonctionnements linguistiques permettant de classer des types, des genres de discours à l'aide d'un outillage linguistique (les formes d'énonciation, les actes de langage, les modes d'argumentation, etc.).

Ce double fonctionnalisme, à la fois sémantique et pragmatique, est fort utile en matière d'explication historique des formes de représentation de la réalité par des énoncés. Mais il prend le risque de ne pas dépasser les limites d'un paradigme de la représentation qui tend quelque peu, selon moi, à brouiller les usages linguistiques et leurs règles au sein d'expériences vécues par les acteurs de l'histoire. Dans ce qui qualifie un « moment linguistique », la solution grammaticale renvoie à l'analyse historique de configurations d'énoncés d'archive propres à rendre compte de la réflexivité des descriptions sociales. Ainsi elle considère qu'un acte de langage n'est compréhensible que sous une description. Prenons l'exemple des désignations de « la/les langue(s) » en 1794 dans le discours politique des Jacobins. Ces désignations s'organisent autour des expressions nominalisées « la connaissance de la langue », « la propagation de la langue » et peuvent être associées, au titre d'une règle d'équivalence grammaticale, à des actes de langage présents dans des phrases du type : « il faut populariser la langue », « révolutionnons la langue ». Il est alors possible de produire, à partir des énoncés d'archive, un vaste paradigme d'expressions où « la langue » a valeur d'objet, c'est-à-dire renvoie à une famille de descriptions organisées autour de verbes. Ainsi peut-on comprendre l'événementialisation du

mot d'ordre de mise à l'ordre du jour de la langue nationale conçue désormais comme une institution sociale.

On trouve des éléments d'une telle solution grammaticale aussi bien chez les historiens, que chez les philosophes et les linguistes. Ainsi en est-il de la « grammaire structurale », avec la méthode harrissienne dont les premiers travaux en analyse de discours de Denise Maldidier et Michel Pêcheux se sont inspirés. Considérons aussi la « grammaire générale » dont Foucault s'est servie pour définir sa méthode archéologique comme « un style de recherche ». Mentionnons également la « grammaire immanente », du jeune Marx à Gramsci, qui met l'accent sur « les grammaires spontanées ou immanentes » (Gramsci) prenant sens par le fait de la réciprocité humaine présente dans une *praxis* relevant de l'expérience historique et de son infinie variété. Enfin, au sein de la philosophie analytique, on peut aussi mentionner la « grammaire philosophique » (Wittgenstein) où se déploient, à l'identique d'un livre de comptes, des « transactions linguistiques réelles » à partir des critères du « Je », d'« ici et maintenant » et de « ceci et cela ».

L'avantage du choix lexico-grammatical tient à la diversité des paradigmes interprétatifs qui s'y associent, évitant ainsi le seul recours au paradigme « objectif » de la représentation. Nous avons d'abord expérimenté une telle approche dans le champ lexical, avec nos contributions lexicologiques aux huit volumes du *Dictionnaire des usages socio-politiques (1770-1815)*, associées à des interventions plus dispersées. Il y est question de désignants socio-politiques (*aristocrates, intrigants, anglais, individu, monstres*), de mots d'ordre (« *la terreur à l'ordre du jour* », « *du pain et du fer* », « *la langue française à l'ordre du jour* ») et de notions (*loi, patrie, peuple, dénonciation*) au sein du paradigme de l'idéologie jacobine. Avec l'émergence du concept de savoir politique jacobin, dans les années 1980, en lien avec le paradigme rousseauiste de la volonté politique, s'y ajoutent les analyses grammaticales effectuées en partie avec la linguiste Denise Maldidier. Prenons l'exemple de l'événement discursif « Mort de Marat » en juillet 1793 : l'invention du mouvement révolutionnaire, en lien avec la volonté de nommer la terreur, se fait aux limites de cet événement, là où se côtoie l'abject et le sublime. En effet, devant l'échec de la mise en tableau du corps ensanglanté de Marat, du fait de sa rapide putréfaction, un processus de mise en sublime se concrétise au cours de sa pompe funèbre, et symbolise ainsi un nouveau dynamisme révolutionnaire. L'analyse grammaticale porte principalement sur les énoncés « *Marat est mort/Marat n'est*

*pas mort* » et fait donc appel au critère de la négation. Ce critère grammatical, associé à une analyse configurationnelle d'énoncés, permet alors de comprendre le sens, voire la règle du mouvement discursif vers le sublime spécifique de l'événement « Mort de Marat ».

Par ailleurs, depuis mon ouverture dans les années 2000 à l'histoire des concepts, je me suis également intéressé à des notions-concepts (*liberté/égalité, art social, constitution, souveraineté, progrès, etc.*) inscrites dans les paradigmes condillacien et rousseauiste de l'analyse et du sensible. Si j'ai pu avancer dans cette voie, c'est grâce au dialogue qui s'est instauré, dès la mise en place du réseau « History of concepts » (1998), entre Quentin Skinner et Reinhart Koselleck. Pour sa part, Koselleck aborde le temps comme une notion réflexive dans le processus même de formation de la société moderne, en situant le champ de l'expérience dans un horizon d'attente. Il propose alors une sémantique des concepts majeurs du vocabulaire socio-politique européen des Lumières et des Révolutions. Le dialogue avec l'approche pragmatique, par l'accent mis sur le format lexical usuel des termes socio-politiques, a permis de positionner plus largement les concepts. Au titre de l'intentionnalité historique, Quentin Skinner a délimité ainsi le champ des « actions linguistiques », en lien avec le potentiel normatif des concepts pris dans l'action politique. Dans cette voie, notre étude du concept d'art social chez Sieyès renvoie tout autant à une notion lexicalisée au sein de tableaux analytiques où s'inventent divers concepts, dont celui de sociologie, qu'à la désignation d'une nouvelle forme de gouvernementalité.

Lecteur assidu de travaux linguistiques, je n'ignore donc pas les apports de la sémantique et de la pragmatique, bien au contraire. Mais j'ai surtout retenu de la lecture régulière de Benveniste et Saussure une manière propre d'articuler la sémantique et la pragmatique à une approche de la langue en tant qu'institution sociale. Saussure insiste sur le caractère arbitraire du signe, pour mieux en marquer le caractère de « produit social » par le fait des valeurs purement différentielles du signe ainsi qu'elles se déploient dans des « événements linguistiques ». Benveniste, de manière différente, met l'accent sur les notions d'énonciation et d'énoncé performatif qui renvoient à la traduction de la réalité sociale en acte de discours. Une telle complémentarité introduit à une analyse de l'événement discursif qui n'ignore pas sa part ontologique d'événement linguistique. Mon ouvrage sur *Discours et événement* (2006) constitue le point haut de ce « moment événementiel » présent de diverses façons à chaque étape de mon trajet intellectuel.

**2 / L'attention que vous portez à la langue comme institution sociale intéresse particulièrement notre projet d'« histoire sociale des idées politiques ». Entre l'histoire sociale et l'histoire des idées, la distance a en effet toujours été immense, qu'il s'agisse des approches, des objets, des positionnements institutionnels et politiques. Et pourtant il existe des relations entre leurs objets, entre les déterminants socio-économiques d'une part et les idéologies qui circulent d'autre part. Comment comprenez-vous ce rapport ? La prise en compte du discours permet-il d'en rendre compte ?**

La distance entre l'histoire sociale et l'histoire des idées relève-t-elle d'une distance épistémologique ou d'un partage disciplinaire ? Tout dépend de la signification que l'on prête à la détermination des idées par le réel, à ce que j'appelle « la connexion empirique entre la réalité et le discours » dans mon ouvrage de 2006 sur *Discours et événement*. Si l'on s'en tient aux *conditions de production*, le poids de la détermination sociale sur les idées est prépondérant, ce qui laisse peu de marge pour appréhender de manière réflexive ce que disent les acteurs de l'histoire en agissant. Le chercheur s'en tient alors souvent à l'explication historique et causale des phénomènes intellectuels au titre des effets de domination de classe. Mais nombre de chercheurs, en histoire des idées, s'interrogent d'abord sur les manières d'être, de penser, d'agir, disons les *conditions d'existence*, ou plus simplement les mœurs en usage, propices à des expériences renouvelées de pensée au sein de la société. Une telle dimension ontologique du social n'est pas dissociable d'une autre forme de surdétermination, les *conditions de possibilité*, qui nous introduisent à la part d'attente, voire d'utopie chez des hommes en quête d'émancipation. Ainsi s'enclenche un processus de compréhension historique qui permet de rendre compte tout à la fois de l'intentionnalité historique et de la capacité d'action (l'*agency*) des acteurs. Dans une certaine mesure, mes travaux sur les événements discursifs s'inscrivent dans un tel positionnement épistémologique. Trois expressions contemporaines peuvent en dessiner le panorama : l'ontologie sociale, la cognition sociale et la généalogie des valeurs. C'est là où je peux situer, en tant qu'historien du discours, ma réflexion sur l'histoire sociale des idées. Essayons de préciser le sens que je donne à ces expressions, en considérant aussi leur portée méthodologique à travers des exemples historiques.

L'ontologie sociale décrit les manières de penser, de parler, d'agir des hommes en société à partir de ce qu'ils font et la façon dont ils le font. On peut ici

concevoir qu'une ontologie sociale des idées politiques renvoie à ce qu'il en est des règles et des systèmes de formation et de dispersion des idées, sous la description d'actions situées. En tant qu'« ontologie historique de nous-mêmes » selon l'expression de Michel Foucault, l'ontologie sociale interroge ainsi l'invention de l'esprit (politique) aux limites, c'est-à-dire là où se manifeste à la fois l'intérieur et l'extérieur du Sujet, la continuité et la discontinuité du temps, l'unicité et la diversité des espaces. Dans l'événement « Mort de Marat » déjà évoqué, le point de vue ontologique correspond à l'invention de manières d'être et d'agir d'un nouveau sujet collectif, le mouvement révolutionnaire.

Pour sa part, la cognition sociale considère les formes d'individuation et de construction des entités sociales, ce qui suppose la connaissance d'opérateurs spécifiques de production des relations sociales. En appréhendant ces opérateurs de la cognition sociale d'un point de vue intentionnel, c'est leur lien avec les opérations des acteurs eux-mêmes qui fait l'objet de descriptions idéelles. Activité de connaissance, la cognition sociale des idées politiques considère les pensées comme des opérations discursives appréhendables dans des cours d'action. Elle se conçoit alors comme un parcours des idées communes, qui constituent les formes ordinaires de connaissance, aux formes de production individuées de la connaissance de soi. C'est dans cette voie que nous avons mené le second volet, - un ouvrage encore inédit intitulé *Sieyès et le corps social* après *Sieyès et l'ordre de la langue* (2002) -, de nos recherches sur Sieyès. Ce que nous appelons ici le travail de l'esprit politique relève d'une opération mentale qui produit des signes artificiels aux effets concrets, dans la mesure où leur efficacité se mesure dans un pouvoir infini de créativité, à l'exemple de l'invention de l'Assemblée nationale en 1789. Ainsi se précise, dans la conjoncture de la Révolution française, la capacité cognitive des législateurs, et de Sieyès au premier plan, à thématiser des objets sociaux sous la forme de nouvelles institutions sociales. Mais on peut aussi, par cette voie cognitive, entrer dans un tout autre monde social, plus proche du quotidien, là où par exemple des acteurs d'une scène punitive légitiment en 1792 une pendaison qui vise à sanctionner l'exhumation d'un crâne dans un cimetière par des soldats, qui l'ont ensuite exposé sur un arbre pour signifier « la liberté et la mort ». Ainsi l'approche cognitive des idées politiques s'appréhende conjointement aussi bien par le bas que par le haut du fait de la prise en compte du caractère intentionnel de cours d'actions centrés tout autant autour d'un artifice que d'un objet pris dans l'élément différentiel de valeurs idéales, affectives, et symboliques. La facticité des institutions sociales exprime des formes de vie perceptibles dans les

jeux de langage. A ce titre, elle ouvre la voie à la connaissance de la dynamique sociale.

A s'en tenir à la seule complémentarité de l'ontologie sociale et de la cognition sociale, on prend le risque de se limiter à une approche intellectualiste. Il convient alors d'aller toujours au plus près des raisons des acteurs historiques pour pouvoir en comprendre le sens. A ce titre, le troisième volet d'une possible histoire sociale des idées, l'approche par les valeurs, conjoint les volets de la cognition sociale et de l'ontologie sociale du point de vue de la valeur des valeurs. C'est là où peuvent s'estimer, s'évaluer les rapports de force. En effet, les différentes valeurs en tant que formes sociales d'évaluation différentes d'un sujet à l'autre sont des manières d'être, des modes d'existence. Cependant, dans la mesure où l'élément différentiel, situé au centre de la dimension ontologique des valeurs, n'est pas dissociable d'une opération d'évaluation à dimension inventive, le rapport à l'action perçue à travers l'opposition du bas et du haut occupe une place centrale dans cette généalogie des valeurs. Prenons l'exemple du dialogue instauré entre les législateurs et les suspects en l'an II, par la médiation langagière de leurs conduites politiques. La valeur des valeurs invoquée par le suspect, l'estime de soi et de ses concitoyens, repose sur l'énumération d'actes de civisme et de valeurs dérivées (l'honneur, l'honnêteté, la probité, le dévouement, la délicatesse, le désintéressement) qui peuvent susciter un mouvement de sympathie à l'égard du suspect. En fin de compte, l'histoire généalogique des idées politiques pourrait associer à l'explication analytique de la pensée historiquement déterminée, des modes de compréhension d'une action située dans le fait même de son intentionnalité et de sa réflexivité, donc dans un univers de possibles.

J'ajouterai que l'approche que je propose des événements discursifs s'est étendue partiellement au contemporain, en particulier à *La parole des sans* (1998), par le fait de la participation un temps à un travail collectif sur les exclus. Mais elle est surtout liée au « moment 68 » dont j'ai rendu compte, au titre d'une expérience personnelle et sociale, dans mes mémoires sur *Cartographier la nostalgie. L'utopie concrète de mai 1968* (2013). Ici le terme social renvoie à l'intersubjectivité de l'expérience, à la compréhension du passage du « Je » au « nous », à ce que Sieyès désigne, à la veille de la Révolution française, par les termes successifs de « sociabilité » (la vie des hommes en société) et de « socialité » (la capacité de l'homme à participer de

l'action sociale) lorsqu'il interroge conjointement l'ordre de la langue et l'ordre social.

Par ailleurs, j'ai déployé le présent questionnement au sein d'une relation à la tradition marxiste, rythmée d'abord par des moments, puis conçue dans les termes d'une culture globale. Après un bref « moment marxisto-humaniste », qui enclenche un processus continu de lecture des textes marxistes au cours de mes études secondaires, j'entre de plain-pied dès les années 1965-1966, dans le « moment althusserien », autoqualifié d' « anti-humaniste », avec une forte présence de la lecture d'Althusser au cours de mes études universitaires. Ce moment est fondateur de ma manière de lire l'archive, ou tout du moins d'en appréhender la matérialité discursive. Trois notions jouent ici un rôle essentiel : en premier lieu la notion de « lecture symptomale », qui renvoie non pas tant à une « coupure épistémologique » qu'à un positionnement épistémologique (Bachelard, Canguilhem) accordant une place singulière à l'espace du langage, à son expérimentation propre. La seconde notion est celle d'ajustement qui met l'accent, dans un sens léniniste (j'ai suivi un cours sur « Matérialisme et empiriocriticisme de Lénine » en licence à Nanterre), sur ce qui est juste dans des rapports de force inscrits dans la lutte de classes. Plus précisément, une proposition est vraie si elle est juste, c'est-à-dire si elle s'inscrit dans un rapport théorie-pratique où se concrétise une ligne politique relevant du juste discernement de la signification de classe dans un rapport de force donné. Ainsi, la cognition sociale des idées peut se concevoir comme une activité sociale en perpétuel ajustement à la lutte des classes. S'agit-il d'une simple reprise de la manière dont Althusser qualifie l'apport de sa position en philosophie, sous la désignation de « lutte de classes dans la théorie » ? Nous en proposons plutôt une traduction épistémologique à partir d'une mise en cause de toute distinction tranchée entre ce qui est cognitif et ce qui est pratique, donc entre l'esprit et la société. L'esprit d'une époque et l'esprit du temps, l'esprit de la société et l'esprit du mental constituent la totalité de l'être humain. Il en ressort une externalisation des opérations conceptuelles sous la forme de raisons d'agir appréhendées dans des actions situées, et par là même leur ajustement permanent aux rapports de force, donc à la lutte des classes.

Enfin, j'ai été aussi très marqué par le débat autour de l'intervention d'Althusser sur les appareils idéologiques d'État, qui introduit à la notion d'interpellation discursive du sujet, d'assujettissement donc. Au « moment althusserien » se superpose ensuite « un moment gramscien » autour des notions d'hégémonie, de



*praxis* et surtout de traductibilité des langages et des cultures qui reviennent de manière permanente dans mes travaux sur les discours de la Révolution française. Depuis les années 1990, tout en conservant les acquis notionnels de ces moments, je suis littéralement dans un « moment marxiste » permanent, bref je lis et relis Marx et les marxistes, voire je publie sur sa lecture propre de la Révolution française. Actuellement, prenant en considération une connexion pour le moins intrigante entre Gramsci et Wittgenstein, je m'efforce de poser les premiers jalons d'une grammaire discursive de la lutte de classes, certes toujours en lien à la Révolution française et dans la continuité de mes préoccupations grammaticales initiales.

**3/ Votre parcours interdisciplinaire fait de vous un observateur privilégié du cloisonnement des disciplines intéressées par les idées politiques. Ce dernier empêche-t-il de penser l'articulation du social et des idées ? Qu'est-ce que le partage des disciplines induit comme impensé par rapport aux deux questions précédentes ?**

Je ne pense pas qu'il existe un impensé généralisable à l'ensemble des disciplines. A l'identique des stéréotypes, une discipline se construit autour d'un noyau dur défendu par les méthodes appropriées à son objet, tout en considérant, avec plus ou moins d'attention, des éléments périphériques qui lui apportent des innovations épistémologiques. Ainsi les disciplines évoluent, se subdivisent, avec de manière régulière une reconfiguration de leurs périmètres par la reconnaissance institutionnelle de nouvelles sous-disciplines, comme cela a été fait au CNRS dans les années 1980 sous l'impulsion de Maurice Godelier au sein des SHS. J'ai ainsi pu entrer au CNRS grâce à la reconfiguration des sciences du langage, et la reconnaissance, en leur sein, de l'analyse de discours. Et j'ai pu, dans ce climat de réorganisation disciplinaire, participer, pendant plus de trente ans, à la création de plusieurs unités mixtes de recherche, certes à rattachement dominant divers (la linguistique d'abord, l'histoire ensuite, puis la science politique), ce qui a été source de nombreuses participations à des débats interdisciplinaires.

Il m'importe aussi de préciser que mon intérêt critique, propre à l'interdisciplinarité, relevait, avant même le précieux apport de la critique philosophique, de l'espace littéraire (et il en relève encore), avec un intérêt très marqué, dès mon adolescence, pour la critique littéraire, intérêt renforcé par un professeur de français, par ailleurs critique théâtral, qui faisait des cours très innovants. Par exemple, il parlait de Racine à partir de Barthes, et ainsi de suite !

A ce titre, j'ai lu en particulier des auteurs tels que Artaud, Bataille et Klossowski, peu enclins à prendre en compte les découpages disciplinaires, tout en lisant Freud. De ces lectures, j'ai retenu que tout se jouait sur les limites, là où, entre l'interne et l'externe d'une frontière, peut se déployer des jeux de langage, là où existe des espaces vides en attente de langage. Il fallait donc y introduire quelque chose pour en retirer des effets de savoir : et cela ne pouvait être que l'espace du langage. C'est ce que je veux dire dans mon utilisation fréquente de la formulation ontologique « quelque chose existe et quelqu'un parle ». De tels espaces sont qualifiés actuellement d'hétérotopiques, en lien à Borges et Foucault. C'est ainsi que je vois d'éventuels impensés entre les disciplines dont j'ai fait l'expérience dans mes travaux sur les langages de la Révolution française.

Considérons donc un impensé socio-historique entre les disciplines, sur la base de mes remarques précédentes, et admettons que sa compréhension a été l'objectif principal de mes recherches. Ainsi en est-il de mes travaux sur les langages et la langue de la Révolution française, un temps mis en place dans le cadre synthétique d'un ouvrage (*La langue politique et la Révolution française*, 1989), avant une exploration plus vaste et plus dispersée. Configurer les notions-concepts et les désignants socio-politiques majeurs de la période révolutionnaire, s'intéresser aux trajets des porte-parole qu'ils soient missionnaires patriotes ou publicistes, interroger l'apparition d'un espace propice au langage du sublime au sein de l'événement révolutionnaire, mettre en évidence l'importance de l'ontologie sociale, voire d'une métaphysique sociale, dans la pensée du législateur (Sieyès, Robespierre), m'ont permis de comprendre l'existence même de la révolution permanente au sein d'une société de lutte de classes. Plus avant dans le contemporain, travailler sur la parole des exclus ou sur l'utopie concrète de mai 68 revient à donner sens de manière permanente, par le fait de l'émergence réflexive de la parole des acteurs, à un mouvement social dont l'expression même de « parole des sans » désigne l'impensé du point de vue disciplinaire.

Je peux donc conclure à l'existence d'un impensé social dans la manière même dont les disciplines découpent le réel. Le savant veut à juste titre appréhender de manière analytique la totalité de la perception humaine de la réalité, il pratique alors des opérations de réduction pour introduire un ordre de la connaissance à valeur explicative. Mais il ne peut réduire pour autant l'apport des expériences vécues en tant qu'elles permettent de comprendre, sous la forme de phénomènes

discursifs, la réalité ordinaire de la perception. En d'autres termes, le regard actif de l'acteur, qui induit une capacité d'agir et de se dire agissant, demeure, dans la description de l'archive, face à la vision de l'acteur par le savant sous un nom propre, sorte de désignateur rigide. Le savoir s'associe au pouvoir, à ce dont nous sommes capables de dire et de faire pour comprendre une situation historique, y compris et surtout par le déploiement de valeurs.

**4 /Après vous avoir interrogé sur les objets et les approches, nous aimerions en venir à une interrogation plus historiographique : comment l'histoire des sociétés impose-t-elle à l'analyste certains objets ? Comment en occulte-t-elle d'autres ? Doit-on analyser de la même façon le discours des acteurs et le discours de l'historien ?**

Hormis durant le bicentenaire de la Révolution française, j'ai peu participé aux débats historiographiques au sein de la communauté des historiens. Mon attention en ce domaine s'est plutôt portée sur l'analyse du discours, avec le débat autour des matérialités discursives mené de concert avec des linguistes (Denise Maldidier, Francine Mazière), et à proximité de chercheurs marxistes, surtout Michel Pêcheux au sein de son groupe ADELA (analyse du discours et lecture d'archive) dans les années 1980. A vrai dire, l'importance du « moment 68 » dans ma formation intellectuelle renvoie à deux mots d'ordre du mouvement étudiant inscrits sur les murs de la fac de Nanterre : *Fin du métalangage* et *Plutôt la vie*. J'en ai retenu les choix suivants : premièrement garder le plus possible ses distances avec le discours analytique, ce qui se traduit, dans le champ de l'histoire de la Révolution française, par le souci de contourner les données historiographiques aussi progressistes soient-elles ; deuxièmement s'intéresser prioritairement à la vie du langage, sa capacité de traductibilité, ainsi que m'y a incité mon « moment gramscien » des années 1970-1980. J'ai ainsi significativement intitulé l'un de mes articles publiés pendant le bicentenaire de la Révolution française : « L'historiographie de la Révolution française existe : je ne l'ai pas rencontrée ». L'important est de considérer la manière dont les acteurs révolutionnaires disent ce qu'ils font en agissant, ce qui revient à prêter son attention à la traduction langagière de leur capacité d'action dans des discours spécifiques, et par là même leur reconnaître une valeur d'authenticité et de vérité. Il ne s'agit pas pour autant d'ignorer l'apport de l'historiographie, mais de l'aborder sous un nouvel angle, « faire l'historiographie de l'historiographie » (Jean-Numa Ducange), c'est-à-dire en

circonscrire chaque étape dans les moments discursifs qui jalonnent, tout au long de la période contemporaine, les traductions successives de l'événement révolutionnaire au regard de contextes précis. Nous sommes alors déportés vers une interrogation contemporaine pour laquelle j'ai une compétence limitée. Pour autant, je garde le souci d'enrichir continuellement mes connaissances historiques et mon horizon méthodologique en la matière, d'autant plus que je lis et je rends compte de nombreux ouvrages d'histoire, et j'y prends grand plaisir. Je veux simplement dire que l'historiographie reste en partie dépendante des modes de production de la mémoire historique dans la société actuelle. Fait-elle pour autant écran à la compréhension du mouvement social ? Tout dépend de la manière dont est pris en considération le discours des acteurs, donc de l'importance accordée par l'historien au recours à des méthodes interdisciplinaires mettant l'accent sur la réflexivité des descriptions sociales.

Le cas le plus patent est celui de l'histoire des femmes et du genre. Dès les années 1970, l'impensé disciplinaire en ce domaine apparaît immense, d'où un choix très singulier des axes de recherche, ainsi dans le cas du groupe aixois auquel j'ai participé, les thèmes de la visibilité/invisibilité, de la norme et de la transgression, de la présence/absence dans la Cité. Un autre exemple concerne le « moment conceptuel » de mon itinéraire personnel avec l'apport de l'histoire des concepts. Dès les années 1990, historien des discours *et* des concepts, je participe au réseau international « History of concepts » dont l'impact en France demeure encore faible. C'est un bel exemple de « résistance sociale » à un nouvel objet de recherche, sans doute à cause du fort potentiel critique de la philosophie analytique en son sein, en lien avec la notion encore mal comprise en France d'intentionnalité historique.

Enfin, la part de l'œuvre personnelle n'est pas négligeable dans la désoccultation de certains objets de recherche face aux idéologies dominantes. L'œuvre de Foucault, désormais universellement reconnue, en est la preuve pour ma génération qui a connu cet auteur pris sous le feu de très violentes critiques, en particulier du côté des historiens. A vrai dire j'ai eu la chance de prendre connaissance de ses travaux très tôt grâce à l'enseignement de Robert Mandrou, qui était très proche de lui, et à la présence d'Arlette Farge à ses côtés dont je lisais les études historiques. Désormais, nul ne doute de la multitude des effets de savoir suscités par ses travaux, tout en les insérant dans des débats contradictoires. De même toute tentative de rattacher Foucault à tel ou tel discipline, à divers moments de son trajet de recherche, s'avère vite

infructueuse. Cependant l'identité subjective de l'œuvre de Foucault n'est pas dissociable d'une identité collective, comme le montre son rôle fondateur, avec d'autres (Michel Pécheux, Denise Maldidier) dans la fondation de l'analyse du discours sur la base des matérialités discursives.

Pour conclure....

En fin de compte, foncièrement nominaliste et empiriste, je continue à penser que la part de l'individu, désormais reconnu dans l'espace scientifique par les travaux sur le récit de soi, est incontournable. La métaphysique du moi chez Sieyès, que j'ai contribué à redécouvrir à l'aide de ses manuscrits philosophiques inédits, puis publiés par mes soins, est, dans son articulation à sa pensée novatrice sur l'ordre social, un bel exemple historique de matérialité discursive de facture nominaliste. C'est donc bien sur mes expériences personnelles de chercheur que je me suis appuyé pour répondre à vos questions. Même si des figures épistémologiques telles que l'analytique et l'idéal-typicité, spécifiques de l'histoire et de la sociologie, ont permis de produire des travaux de grande qualité, le statut de la généralisation disciplinaire m'a toujours semblé incertain dans l'abord de la réflexivité des acteurs. C'est pourquoi la critique littéraire, et plus largement esthétique, et l'interrogation philosophique ont un rôle majeur à jouer dans les recherches en sciences humaines et sociales. C'est ce qui permet de maintenir en permanence, dans ses recherches, l'horizon conjoint des fictions et des usages, dont le rapport au réel n'est contradictoire qu'en apparence. A l'égal de Foucault dans sa préface à *Les mots et les choses*, lire Borges, comme je le fais régulièrement depuis de très nombreuses années, permet aussi, avec d'autres lectures littéraires, de maintenir la porte ouverte en permanence sur l'impensé des disciplines et l'occultation des objets qu'elle suscite.